

ÉDITO

10 ans d'ESL au Maroc : noces d'étain au rythme d'un Royaume en mouvement

Par Doha Lkasmî



PhD candidate et enseignante en science politique à Sciences Po Paris, diplômée en droit des affaires d'Assas et de la Sorbonne, et en War studies de King's College

London, Doha LKASMI a un double cursus d'internationaliste et de juriste. Elle compte à son actif plusieurs expériences professionnelles en tant que chargée de mission en postes diplomatiques, conseillère en matière de sécurisation des investissements au Maroc et chercheuse en relations internationales au CERI et à Yale University. Doha LKASMI occupe le poste de Directrice générale adjointe du bureau ESL Rivington Maroc.

Dix ans après le lancement d'ESL au Maroc en 2016, le bilan est clair : le Royaume a profondément changé d'échelle. Ce qui était alors un pari sur un marché en forte dynamique est devenu une évidence stratégique. Le Maroc s'est imposé comme un hub économique, industriel et financier majeur, avec une influence régionale et internationale croissante.

Durant cette décennie, la transformation a été tangible. Les projets structurants se sont multipliés – infrastructures, transition énergétique, industrie, finance, innovation technologique – consolidant les fondamentaux économiques du pays tout en accélérant son ouverture internationale.

« Le Maroc s'est imposé comme un hub économique, industriel et financier majeur, avec une influence régionale et internationale croissante. »

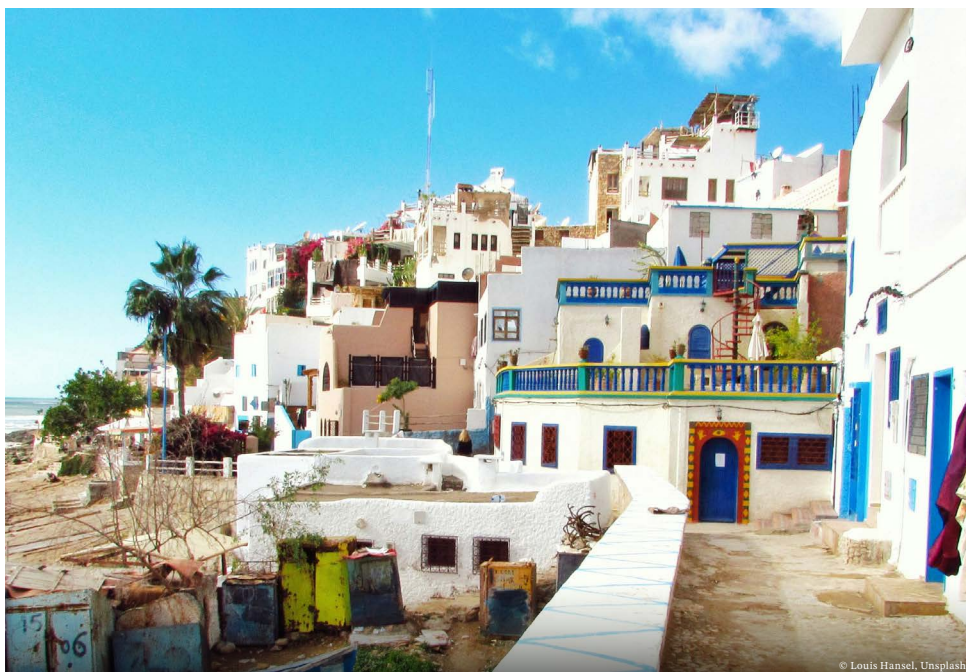
Parallèlement, le Maroc attire davantage d'investisseurs et diversifie ses partenariats économiques et stratégiques. Cette dynamique confirme l'attractivité du Royaume et renforce progressive-

ment sa place dans les grandes chaînes de valeur mondiales.

Dans le même temps, des entreprises marocaines ont franchi un cap décisif. Montée en gamme, expansion internationale, ambitions continentales : le pays n'est plus seulement un territoire d'accueil des investissements, il devient lui-même un acteur qui exporte savoir-faire, capitaux et influence économique. Cette évolution traduit une maturité nouvelle.

Mais cette montée en puissance s'accompagne aussi d'exigences accrues. À mesure que le Maroc gagne en visibilité, les enjeux d'image, de réputation et de perception deviennent stratégiques. La compétition ne se joue plus uniquement sur les performances économiques ou industrielles ; elle se joue aussi dans la manière dont un pays, ses institutions et ses entreprises sont compris, représentés et positionnés à l'international.

« La compétition ne se joue plus uniquement sur les performances économiques ou industrielles ; elle se joue aussi dans la manière dont un pays, ses institutions et ses entreprises sont compris, représentés et positionnés à l'international. »



© Louis Hansel, Unsplash

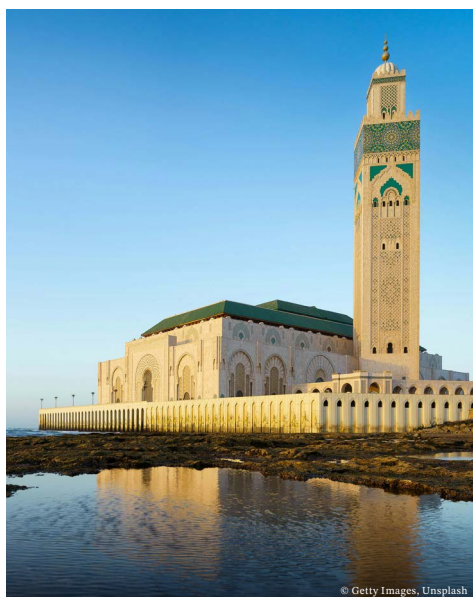
Pour l'État, ses agences comme pour les entreprises marocaines, cela suppose d'adopter une posture plus structurée. Le temps d'un développement reposant uniquement sur l'attractivité économique est révolu. Il devient nécessaire d'assumer des stratégies d'influence cohérentes, mobilisant intelligence économique, affaires publiques, lobbying, communication stratégique et présence digitale. Non pour embellir la réalité, mais pour accompagner un mouvement réel et en renforcer la lisibilité.

Il faut également accepter que la compétition informationnelle existe. D'autres acteurs cherchent naturellement à promouvoir leurs intérêts ou leurs positions. Ne pas investir ce terrain reviendrait à laisser d'autres définir l'image du Maroc à sa place.

La prochaine décennie sera probablement celle de cette affirmation. Le Royaume dispose d'atouts économiques, industriels et diplomatiques solides; leur pleine valorisation passera aussi par la capacité à maîtriser la manière dont ils sont perçus et compris. Dans un monde où la confiance, l'image et l'information influencent directement les décisions d'investissement et de partenariat, cet enjeu devient central.

Après dix ans à observer et accompagner cette dynamique, une conviction s'impose: le Maroc a franchi un cap. La phase qui s'ouvre appelle désormais autant de maîtrise de l'influence que de performance économique. C'est un enjeu de compétitivité – et de plus en plus, un enjeu de souveraineté. Rendez-vous aux noces de porcelaine ●

« La phase qui s'ouvre appelle désormais autant de maîtrise de l'influence que de performance économique. C'est un enjeu de compétitivité – et de plus en plus, un enjeu de souveraineté. »



© Getty Images, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Shenzhen est devenu l'endroit le plus innovant au monde, devant la Silicon Valley

Publié dans l'Opinion le 6 février 2026

Interview de Paul Robine, CEO de la société d'investissements TR Capital

Par Bruno Alomar



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'Ecole de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance: dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. École de Guerre – 2018), Bruno Alomar commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

Paul Robine: « La transformation opérée par la Chine est sous-estimée. Les investisseurs que nous y avons emmenés en novembre dernier étaient stupéfaits de l'évolution technologique du pays ces dernières années. »

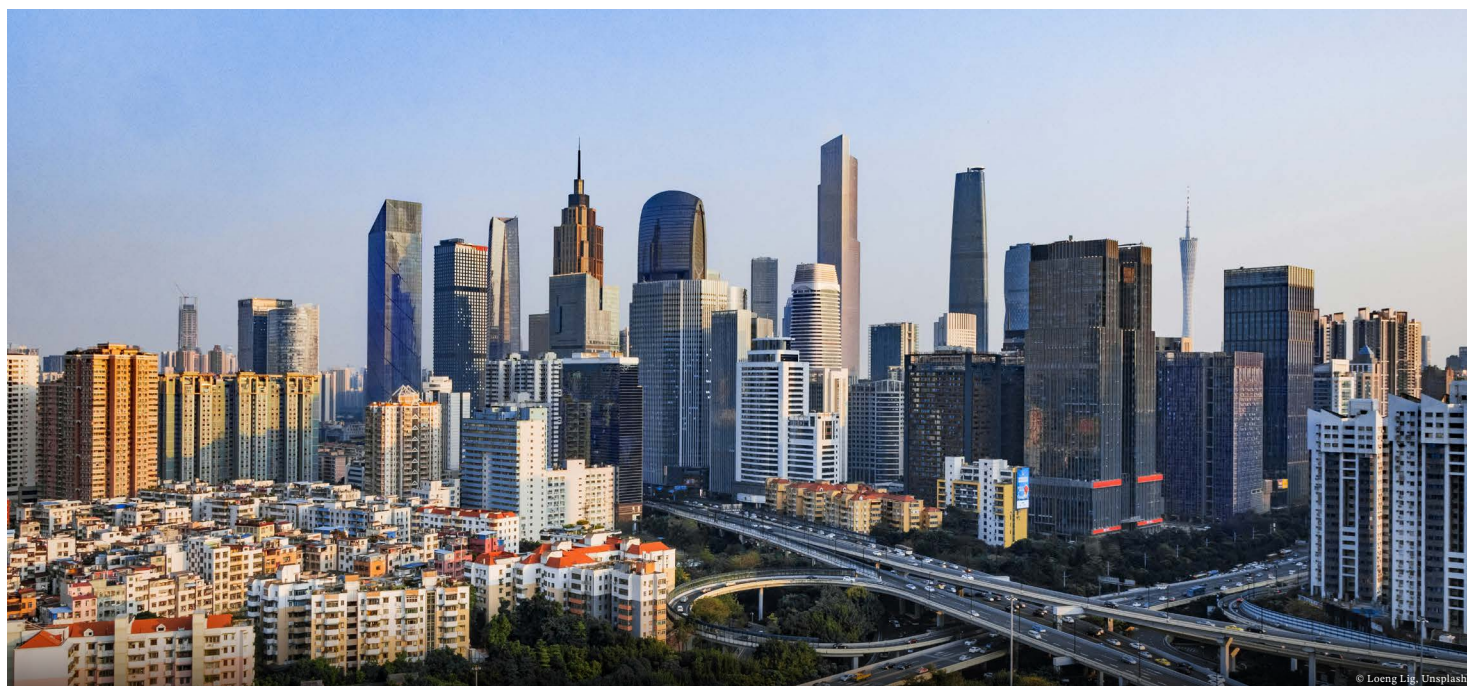
Vous êtes présent en Chine depuis près de vingt ans. Faut-il encore y investir ?

P.R.: Oui. Il s'agit de la deuxième économie mondiale (18% du produit mondial brut). Mais la thèse d'investissement a évolué. La croissance chinoise n'est plus tant alimentée par l'urbanisation et l'exportation de biens bon marché, que par la spécialisation, l'innovation et l'alignement avec les priorités nationales. La transformation opérée par la Chine est sous-estimée. Les investisseurs que nous avons emmenés à Shenzhen en novembre dernier étaient stupéfaits de l'évolution technologique du pays ces dernières années. Shenzhen est devenu l'endroit le plus innovant au monde, devant la Silicon Valley. L'esprit d'entreprise et l'innovation en

Chine ne sont en rien moindres qu'aux États-Unis.

Mais investir en Chine exige de la connaître. TR Capital y est présent depuis près de vingt ans. Nous voyons en ce moment une fenêtre d'opportunité. Les marchés actions chinois se sont fortement appréciés ces 18 derniers mois (Hang Seng +36% en un an, Shanghai +27%) et restent sous-valorisés. Attirés par les valorisations, les percées technologiques et le besoin de diversification, les investisseurs institutionnels sont revenus sur les marchés listés. Or, les marchés des sociétés privées, sur lesquels nous intervenons, suivent généralement ces marchés avec six à douze mois de retard. Avec des valorisations historiquement basses et le retour des investisseurs internationaux, le private equity représente une opportunité historique à ne pas manquer dans les deux à trois ans à venir, particulièrement dans le « secondaire ». Après quatre ans d'incertitudes, il est temps d'être contrariant sur le private equity en Chine.

« La croissance chinoise n'est plus tant alimentée par l'urbanisation et l'exportation de biens bon marché, que par la spécialisation, l'innovation et l'alignement avec les priorités nationales. »



« Le private equity représente une opportunité historique à ne pas manquer dans les deux à trois ans à venir, particulièrement dans le "secondaire". »

Comment percevez-vous la situation macroéconomique de la Chine ?

La Chine traverse une transition structurelle complexe : sortie du modèle immobilier et d'investissement massif, vieillissement, rééquilibrage vers la consommation et la technologie. La situation macro-économique y est contrastée. La consommation reste fragile, pénalisée par les difficultés immobilières et le chômage des jeunes.

Parallèlement, la Chine a connu ces sept dernières années une révolution industrielle et technologique. Lorsqu'en 2018, les États-Unis ont imposé des restrictions d'accès à certains semi-conducteurs, la Chine a décidé d'investir massivement pour assurer son autonomie technologique. En sept ans, elle est devenue un leader mondial dans un grand nombre d'industries de pointe (véhicules électriques, biotechnologies, robotique, IA, transports, énergie nucléaire, véhicules autonomes, etc.), dépassant l'Europe et prenant l'ascendant sur les États-Unis. Pour mémoire : 2 millions d'ingénieurs sortent chaque année des universités chinoises, cinq fois plus qu'aux États-Unis ; la moitié des brevets déposés dans le monde en 2025 sont chinois.

Pour les investissements en private equity, une exposition à la Chine a du sens, particulièrement via des opérations sur le marché secondaire, dont la durée d'investissement est plus courte (trois à

quatre ans) que le private equity traditionnel. La question essentielle est celle de la sélectivité et donc de la visibilité de sortie.

« La Chine a connu ces sept dernières années une révolution industrielle et technologique. »

Assiste-t-on, oui ou non, à un découplage entre les États-Unis et la Chine ?

Il faut distinguer plusieurs choses. Sur le plan financier, le découplage est partiel. Beaucoup de fonds américains ont réduit leur exposition, anticipant et accompagnant l'orientation de l'administration de Washington visant à protéger le leadership technologique des États-Unis. Depuis 2025, ils reviennent. C'est une opportunité.

D'un point de vue commercial, la Chine est un acteur incontournable de la supply chain mondiale. L'exemple américain le montre. Les États-Unis veulent réduire les importations chinoises. Elles avaient baissé de 19% en rythme annuel à fin novembre 2025. Mais le déficit commercial américain s'est accru en 2025 alors que le surplus chinois a atteint des records (plus de 1000 milliards de dollars). La demande américaine pour les produits concernés s'est en fait réorientée, notamment vers l'Asie du Sud-Est (Vietnam, Thaïlande, Indonésie, Inde, etc.), où les exportateurs chinois ont investi, et où nous investissons aussi. La part de la Chine dans le commerce mondial reste stable (15% en 2024). Si l'on regarde l'Europe, on voit à quel point il est difficile de faire sans la Chine.

Faut-il choisir entre la Chine et les États-Unis ?

Non. L'économie américaine, par sa capacité à innover et la profondeur de ses marchés de capitaux est incontournable. En face, la transformation de la Chine, qui en fait un leader dans les industries du futur, la rend très attractive. Être investi dans les deux pays s'impose pour bénéficier du potentiel de ces deux locomotives de la croissance mondiale, tout en diversifiant le risque économique et le risque de change.

« Être investi dans les deux pays s'impose pour bénéficier du potentiel de ces deux locomotives de la croissance mondiale, tout en diversifiant le risque économique et le risque de change. »

Pour un fonds comme TR Capital, être présent en Chine et aux États-Unis offre aussi des opportunités. Des fonds américains cèdent leurs actifs en Chine pour des raisons stratégiques (nous venons de réaliser une transaction dans ce contexte). Des investisseurs chinois, à l'inverse, vendent des actifs américains pour réinvestir chez eux, signe de leur confiance dans l'économie de leur pays.

Enfin, il est possible de bénéficier des liens qui restent forts entre les deux économies. Dans le domaine de la santé, par exemple (medical devices, biotechnologies), ou dans certains segments moins sensibles de la tech, les liens entrepreneuriaux et capitalistiques entre entrepreneurs chinois et américains sont un facteur clé de succès des entreprises concernées.

Quid de l'Inde ?

Nous y sommes présents depuis 2007. Le pays représente en moyenne 35% de nos investissements. L'Inde a connu des succès remarquables. Prenons Lenskart, dans laquelle TR Capital a investi il y a quelques années et qui est depuis novembre 2025 cotée en bourse. C'est l'exemple typique d'un pari entrepreneurial – créer un champion de la production et de la vente de lunettes en ligne et en magasin à un prix unitaire de 30 dollars dans le pays le plus peuplé au monde où les besoins sont immenses.

Le pays bénéficie aussi des réformes pro-business du gouvernement Modi, fermement décidé à accélérer le développement (fiscalité, fluidification des marchés de capitaux), et dispose d'un capital humain de très haut niveau, notamment dans la tech. Le potentiel de l'Inde est donc immense et les investisseurs doivent s'y intéresser.

Vous dirigez un fonds dit de « secondaire ». Pourquoi cette spécialisation ?

Ce compartiment de marché consiste à acquérir des participations dans des entreprises auprès d'investisseurs privés existants, en leur apportant

de la liquidité afin qu'ils puissent la redistribuer à leurs propres investisseurs. Avec l'essor massif du private equity (les encours ont triplé depuis 2015 et dépassent les 12000 milliards de dollars en 2025), beaucoup de fonds ne peuvent pas céder leurs actifs dans les délais attendus. Nous leur fournissons alors de la liquidité sur leurs meilleurs actifs en allongeant leur durée de détention. Cette approche limite les risques, les actifs étant matures, et elle permet de ne retenir que des leaders sur leur marché.

Au-delà du secondaire classique, nous adoptons également une approche active : nous exerçons une influence au sein des entreprises dans lesquelles nous investissons. En pilotant le processus de cession d'une entreprise, en intervenant lorsque sa trajectoire opérationnelle dévie. C'est essentiel sur des marchés comme l'Asie, où les positions sont souvent minoritaires et où les investisseurs sont plus passifs qu'en Europe ou aux États-Unis. C'est un élément de différenciation supplémentaire et un élément clé de protection pour nos investisseurs qui recherchent une exposition aux marchés asiatiques.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Être investisseur, c'est accompagner des entreprises et donc accepter une part de risque. C'est

aussi regarder l'avenir. Dans ce contexte, TR Capital va l'été prochain lancer son sixième fonds depuis sa création en 2007. Il sera pour l'essentiel investi dans le centre de gravité de l'économie mondiale : l'Asie-Pacifique, où notre présence (Shanghai, Hong Kong, Shenzhen, Singapour, Delhi, Bombay) est sans équivalent. Nous allons aussi établir notre présence aux États-Unis. Notre ambition est de monter un champion global des « Active Secondaries ». Enfin, nous investissons dans des solutions innovantes d'intelligence artificielle pour rester à la pointe de l'industrie en matière de capacité d'origine, d'analyse et de gestion des risques ●

« Il sera pour
l'essentiel investi dans
le centre de gravité de
l'économie mondiale :
l'Asie-Pacifique. »



© Iewek Gnos, Unsplash

REGARD D'EXPERT

L'archipel des silences : quand la souveraineté numérique française s'abîme en mer

Par Luca Delcamp



Diplômé d'un MBA de l'École Supérieure de Gestion de Paris, puis d'un Master 2 de l'École de Guerre Économique en Stratégie & Intelligence Économique, Luca Delcamp se spécialise en intelligence économique et influence et rejoint Antidox en 2024 au sein du pôle veille et analyse. D'abord consultant en influence pour le ministère des Armées auprès de l'État Major des Armées, puis en prospective sur les SDV 2050 auprès du Groupe Renault. Luca Delcamp est amené par la suite à intégrer l'équipe de campagne de la candidature de l'Inde (Bharat) aux JO 2036, travaillant à des stratégies d'influence sur la scène internationale pour renforcer l'attrait de la candidature auprès du CIO et de l'opinion. Passionné de géopolitique et de dynamique des systèmes, il fonde dans le même temps à l'EGE, le groupe de travail stratégique « Ressources, Dépendances et Souveraineté » en collaboration et mentoring auprès d'Yves BRECHET (ex-Haut-Commissaire à l'Énergie Atomique) et de Philippe CHARLEZ (co-Dirigeant de l'Institut Sapiens). Luca Delcamp dirige actuellement un projet industriel de revalorisation du PET par procédé enzymatique, en partenariat avec le laboratoire français CARBIOS. Le projet R3D vise à transformer les déchets plastiques PET en matières premières destinées aux domaines de l'impression 3D, en développant des solutions de conception soutenables et souveraines.

Alors que les états-majors politiques scrutent avec une nervosité grandissante les courbes d'audience des réseaux sociaux à l'approche du scrutin municipal de mars 2026, une réalité plus froide et plus matérielle vient de rappeler l'élite stratégique à l'ordre. En ce début d'année, l'influence ne se résume plus à une simple bataille de narratifs dématérialisés. Elle est devenue une question de profondeur stratégique physique, là où le signal devient câble et où le contenu rencontre l'infrastructure. Entre le Sommet de Porto sur la résilience des réseaux, la cession controversée de Globecast et l'alerte de Viginum sur la fragmentation de nos territoires par l'intelligence artificielle, le puzzle de la puissance française se dessine avec une clarté brutale. Celui qui possède le tuyau finit inévitablement par dicter le silence ou la parole de son adversaire.

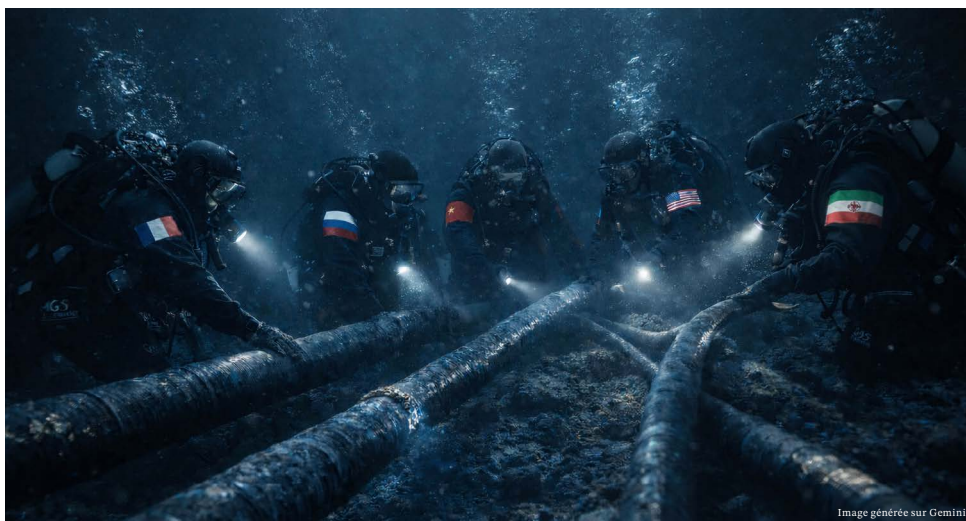


Image générée sur Gemini

L'asphyxie par le fond et les enseignements du Sommet de Porto

Les 2 et 3 février 2026 resteront comme un tournant dans la diplomatie numérique européenne. Le Sommet international sur la résilience des câbles sous-marins organisé par l'Union Internationale des Télécommunications¹ à Porto n'était pas une simple réunion technique pour ingénieurs en télécommunications. Il a agi comme un électrochoc politique en officialisant l'idée que 99% du trafic des réseaux sociaux et de la diplomatie numérique mondiale repose sur des fibres optiques de quelques centimètres de diamètre, vulnérables et souvent mal cartographiées. Dans un monde saturé de discours sur le nuage et le virtuel, Porto a rappelé que l'influence est avant tout une affaire de géographie sous-marine.

Comme le souligne l'analyse d'ONU Info publiée à l'ouverture du sommet², ces autoroutes invisibles sont les artères vitales de notre connectivité. Or, pour un stratège de l'influence, la menace n'est plus seulement la coupure nette du câble, geste de guerre trop visible et immédiatement attribué. La nouvelle doctrine, que certains diplomates français qualifient déjà de « shadow banning infrastructurel », consiste à créer une latence sélective.

En maîtrisant les nœuds de raccordement ou en multipliant les opérations de maintenance suspectes sur des routes stratégiques, une puissance hostile peut dégrader la visibilité d'un récit concurrent. Une vidéo de promotion de l'influence française qui met quinze secondes de plus à charger à Dakar ou à Singapour est une vidéo qui disparaît des algorithmes de recommandation. C'est ici que se joue la véritable bataille des réseaux sociaux en 2026 : non pas sur ce que l'on dit, mais sur la garantie physique que le message puisse arriver à destination sans être asphyxié par le fond.

Le syndrome Globecast ou le désarmement du haut-parleur national

Pendant que la communauté internationale s'inquiète de la résilience globale à Porto, la France fait face à un dilemme de souveraineté beaucoup plus immédiat sur son propre sol. La mise en vente de Globecast par le groupe Orange, dont les offres de rachat doivent être arbitrées en ce début de mois de février 2026, place l'État devant ses responsabilités. Comme l'a rapporté la revue de presse de l'Arcep le 3 février dernier³, le choix entre une solution française portée par Verdoso et une offre

étrangère pilotée par Eurovision Services-Dubag dépasse largement les enjeux comptables.

La cession de Globecast représente potentiellement la perte de notre système nerveux de diffusion. Cette filiale ne se contente pas de transmettre des flux télévisuels; elle gère les téléports et les infrastructures de transit qui permettent aux contenus français d'irriguer les plateformes numériques mondiales. La CFE-CGC Orange, dans son communiqué du 2 février 2026⁴, qualifie cette opération d'échec stratégique, pointant du doigt la menace sur la continuité d'activité de ce levier de soft power. Pour un ambassadeur ou un chef d'entreprise, perdre le contrôle de ces centres de diffusion revient à confier la télécommande de sa propre influence à des tiers dont les intérêts géopolitiques peuvent diverger radicalement des nôtres. Sans une maîtrise technique absolue du « dernier kilomètre » numérique, la stratégie d'influence française se réduit à une simple location d'espace sur des serveurs que nous ne possédons plus.

La fragmentation algorithmique aux portes des mairies

Cette fragilité de l'infrastructure globale trouve un écho particulièrement inquiétant dans la décomposition programmée de notre tissu social local. À quelques semaines seulement du scrutin municipal de mars 2026, l'influence étrangère ne cherche plus à conquérir les foules nationales par de grands récits messianiques, mais s'attache à fragmenter méthodiquement le pays par le bas, au plus près des clivages de quartier. Comme l'a analysé le portail Vie Publique dans son décryptage du guide Viginum publié en décembre 2025⁵, les agences de lutte contre les ingérences numériques étrangères font face à une mutation sans précédent des méthodes de déstabilisation : l'influence chirurgicale par IA.

La menace s'est déplacée des fermes à trolls vers des « essaims » d'intelligence artificielle capables de saturer les espaces de confiance traditionnels que sont les boucles WhatsApp de quartier, de parents d'élèves ou les groupes Facebook de solidarité locale. Ces agents conversationnels de nouvelle génération imitent à la perfection la syntaxe, l'humour et les pré-

occupations quotidiennes des citoyens pour s'insérer naturellement dans les conversations. Selon une enquête approfondie de Public Sénat et de l'Ifri révélée dès octobre 2025⁶, près de 150 médias en ligne factices ont été identifiés sur le territoire français, usurpant l'identité visuelle et éditoriale de la presse quotidienne régionale pour instiller des infox ciblées. Ce dispositif s'appuie sur le réseau « Portal Kombat », dont le Ministère des Armées a souligné l'ampleur en février 2026⁷, capable de générer des millions d'articles automatisés pour saturer l'espace informationnel local.

L'objectif de ces manœuvres n'est pas de promouvoir un candidat, mais de rendre les territoires ingouvernables en instrumentalisant les fractures locales préexistantes : gestion d'une régie de l'eau, zones de faibles émissions ou sécurité scolaire. À ce sujet, la Banque des Territoires soulignait ainsi en décembre 2025⁸ que ces ingérences visent avant tout à affaiblir la confiance démocratique en créant un climat de suspicion généralisée. Cette influence chirurgicale est d'autant plus redoutable qu'elle opère sous les radars de la surveillance nationale classique, se logissant dans les zones d'ombre du numérique privé. Comme l'a rappelé le journal Maires de France dans son édition de janvier 2026⁹, la protection du débat démocratique exige désormais une vigilance sur des infrastructures de messagerie chiffrées que l'État peine à réguler, alors même que les « deepfakes » et l'automatisation de la contestation deviennent la norme.

Vers une doctrine de résistance globale

L'analyse de ces dynamiques convergentes révèle un basculement majeur dans l'ordre de l'information mondiale. L'influence en 2026 ne peut plus être appréhendée comme une simple strate de communication superposée à des vecteurs neutres. Nous entrons dans l'ère de la synthèse du matériel et du cognitif, où la vulnérabilité d'un câble sous-marin et l'éclosion d'un média factice dans une commune de province ne sont que les deux faces d'une même stratégie de puissance. Cette réalité impose de dépasser l'opposition classique entre souveraineté technique et rayonnement culturel. La capacité d'un État à protéger l'intégrité

de ses processus démocratiques dépend désormais de sa capacité à sécuriser l'intégralité de la chaîne de valeur numérique, du silicium des processeurs à la psychologie de nos territoires face à des intelligences artificielles qui utilisent nos propres réseaux sociaux pour nous fragmenter de l'intérieur.

Cette reconfiguration oblige les acteurs de l'intelligence économique et de la diplomatie à adopter une vision holistique de la menace. Il ne s'agit plus seulement de contrer des récits adverses, mais de garantir la résilience des conduits qui les transportent et des algorithmes qui les hiérarchisent. La pérennité du modèle français de souveraineté numérique passera par une réappropriation des infrastructures critiques et une immunisation informationnelle accrue de ses territoires. Comme l'a souligné la Stratégie nationale de cybersécurité 2026-2030¹⁰, la maîtrise de nos fondements physiques est le préalable indispensable à toute défense de la démocratie. Si nous échouons à comprendre que le digital est une extension de la géographie, la France s'expose à devenir un archipel de silences techniques et de bruits algorithmiques orchestrés par des puissances dont l'ambition est d'effacer, pixel par pixel et câble par câble, l'autonomie de notre parole nationale qui se défend désormais à quatre mille mètres sous les mers et dans le silence des téléports ●

Sources :

¹ itu.int/fr/mediacentre/Pages/MA-2026-01-26-Porto-Submarine-Cable-Resilience-Summit.aspx

² news.un.org/fr/story/2026/02/1158328

³ arcep.fr/actualites/la-revue-de-presse/2026/fevrier/les-titres-de-la-presse-du-mardi-3-fevrier-2026.html

⁴ cfecgc-orange.org/202602015984/globecast/globecast-reussite-operationnelle-et-gouvernance-a-la-derive.html

⁵ vie-publique.fr/en-bref/301244-municipales-2026-un-guide-pour-protoger-le-debat-numerique

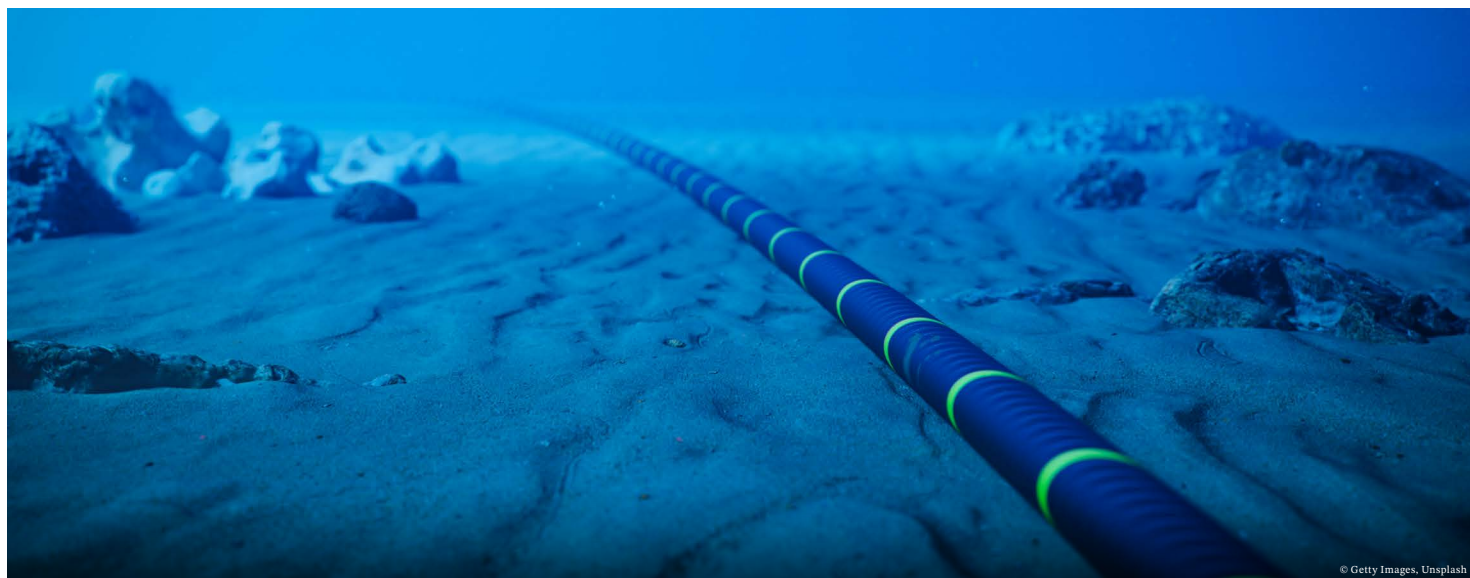
⁶ publicsenat.fr/actualites/politique/municipales-2026-des-ingerences-etrangees-deja-tres-actives-sur-de-faux-sites-dinformation-locale

⁷ defense.gouv.fr/desinformation/nos-analyses-froid/janvier-juin-2025-six-mois-desinformation-russe-lencontre-france

⁸ banquedesterritoires.fr/municipales-2026-viginum-alerte-les-candidats-sur-les-risques-de-manipulations

⁹ mairesdefrance.com/dossier/municipales-2026-prevenir-ingerence-numerique-etrangee-article-28809-0

¹⁰ entreprises.gouv.fr/la-dge/actualites/la-strategie-nationale-de-cybersecurite-pour-2026-2030



© Getty Images, Unsplash

COMMUNICATION ÉVÉNEMENT

Soirée de rentrée politique chez NSI

Le mardi 10 février, NSI Group a eu le plaisir d'accueillir ministres, parlementaires, élus locaux ainsi que clients et partenaires à l'occasion d'une soirée conviviale organisée au Café Concorde.

À l'aube d'une séquence électorale majeure aux enjeux décisifs pour les acteurs du monde économique, cet événement fut l'occasion de présenter notre offre d'accompagnement en influence pour la présidentielle de 2027.

Riche de la diversité des métiers et des expertises qui composent le groupe, récemment renforcé par l'intégration de l'agence de création Madame Bovary et du cabinet Atlas Public Affairs, NSI Group se fait fort d'un accompagnement global sur l'ensemble des champs de l'influence: affaires publiques, relations presse, intelligence économique et communication.

Dans un environnement de plus en plus incertain, la maîtrise de ces leviers s'avère être

un atout décisif pour les acteurs qui souhaitent faire valoir leurs intérêts, peser dans le débat public et anticiper les évolutions politiques.

NSI poursuivra par ailleurs son calendrier événementiel dans le cadre du Club 31, et continuera d'être à l'initiative de moments d'échanges privilégiés autour de personnalités économiques et politiques de premier plan ●

Plateforme 2027

Votre outil d'influence
au cœur des campagnes
présidentielles, sénatoriales
et législatives.



L'acteur de référence pour vous accompagner dans la maîtrise d'élections aux multiples enjeux.

Dans un monde où l'information circule toujours plus vite et se polarise nous avons l'ambition de réinventer l'influence traditionnelle pour mieux prévenir nos clients des risques. Né de la fusion des expertises complémentaires d'Antidox, d'ESL et d'Atlas Public Affairs, sous l'égide du groupe ADIT, NSI Group accompagne dirigeants, entreprises et États dans la maîtrise des enjeux complexes liés à l'information, la réputation et la stratégie. Fort d'un collectif de 130 talents, NSI Group offre aujourd'hui un continuum d'activités sur tous les leviers de l'influence en intégrant les dernières innovations de pointe et méthodes de rupture.

130 COLLABORATEURS | **500** CLIENTS ACTIFS | **25** ANS D'EXPÉRIENCE | **8** PAYS

Nos conseillers économiques et politiques

Dorothée PINEAU
Conseillère du président
du Medef

Arnaud DEBRESSON
Ex PDG de Paris Europlace

Bernard GALEA
Ex VP Danone, spécialiste en
gestion globale des risques et
des crises pour les Entreprises
et les Organisations

Laurianne ROSSI
Ancienne députée
spécialiste des transitions
environnementales

Benjamin GRIVEAUX
Ancien porte-parole
du gouvernement
et député

Sibeth NDIAYE
Ancienne porte-parole
du gouvernement

Anne-Laure CATTELOT
Ancienne députée
spécialiste des affaires
publiques territoriales, VP NSI

Coralie DUBOST
Ancienne députée,
Directrice Générale ESL

Émilie CHALAS
Ancienne députée
et élue locale,
spécialiste du sujet « énergie »

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème: des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriverington.com

ESL Riverington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Riverington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.